

<http://lipietz.net/Pour-une-nouvelle-politique-de-l-Union-europeenne-au-Proche-Orient>

, lemonde.fr

# Pour une nouvelle politique de l'Union européenne au Proche-Orient

- Vie publique - Articles et débats -



Publication date: mercredi 2 février 2011

---

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

---

# Pour une nouvelle politique de l'Union européenne au Proche-Orient

Les soussignés appellent à des sanctions contre la politique israélienne et ceux qui la mènent.

L'impunité c'est l'assurance que se perpétuera la même politique. Pourquoi ? Parce que les gouvernements israéliens successifs s'obstinent à nier les droits fondamentaux du peuple palestinien, à saccager le contenu de tous les accords de paix proposés depuis ceux d'Oslo. Ils violent le droit international dans l'impunité. Ils poursuivent la colonisation de Jérusalem-Est et de la Cisjordanie. Ils ont martyrisé Gaza sous prétexte de réponse à des tirs de roquettes aveugles - certes condamnables. Ils ont provoqué un bain de sang lors de l'opération contre la « flottille humanitaire ». Sanctionner la politique israélienne apparaît aujourd'hui comme une nécessité si on veut faire avancer la cause d'une paix juste au Proche-Orient, c'est-à-dire le respect des droits du peuple palestinien, de sa sécurité et de la sécurité du peuple israélien.

**Des sanctions ? Mais quelles sanctions ?** La question nécessite une clarification.

Si l'on est partisan, comme nous le sommes, de contribuer à réaliser les conditions d'une paix juste et durable, la première exigence est la suspension de l'accord préférentiel entre l'Union européenne et l'Etat d'Israël. Ne pas le suspendre encourage une politique qui nie en permanence les droits humains les plus élémentaires. L'Union européenne a par ailleurs adopté des textes, relatifs à la traçabilité des produits israéliens ou supposés tels, qu'elle n'applique que de façon partielle et insuffisante. Les investissements d'entreprises européennes qui facilitent la colonisation ou en profitent doivent cesser.

Suspendre l'accord préférentiel jusqu'à ce qu'Israël s'engage réellement dans un processus de paix, appliquer les textes qui interdisent aux produits des colonies d'être importés en Europe sous label israélien, constituent à nos yeux des objectifs politiques immédiats, crédibles, justes, efficaces, rassembleurs. Les paroles creuses de soutien aux droits palestiniens, démenties par les encouragements de facto à la politique qui les nie, laissent le champ libre aux dirigeants actuels d'Israël. Que change cette situation et demain des négociations pourront reprendre avec comme préalable le gel des colonies, pour aboutir au retrait israélien sur les frontières de 1967, à un accord sur Jérusalem, capitale partagée, et à une solution négociée du problème des réfugiés sur la base des résolutions de l'ONU.

## **C'est dans cette perspective que nous rejetons deux positions antagonistes.**

D'un côté celle qui prône le boycott total d'Israël, mesure proclamée radicale ; d'un autre côté, celle des forces qui n'ont jamais agi pour que l'Union européenne exerce une pression réelle sur la politique israélienne et prennent prétexte de la prétendue radicalité du boycott total, qualifié de campagne de haine, pour exiger d'inacceptables censures ou poursuites judiciaires. Nous considérons qu'il faut être aux côtés des progressistes israéliens, qui soutiennent le boycott des produits des colonies, comme aux côtés des progressistes palestiniens.

Nous soutenons la demande de hauts responsables palestiniens pour une action vers l'Union européenne, en vue de sanctions efficaces, et non du boycott total d'Israël.

La lutte pour des sanctions à l'encontre de la politique israélienne doit s'accompagner de clarté sur les objectifs poursuivis et sur les moyens de lever les obstacles. Seule cette clarté permettra de convaincre ; elle seule permettra l'union la plus large pour que cesse enfin un conflit meurtrier, absurde en tout point car les conditions du règlement pacifique juste et négocié sont connues et elles s'imposeront. Elle seule permettra à l'indignation de trouver son prolongement efficace et sa contribution au rétablissement du peuple palestinien dans ses droits fondamentaux.

Nous nous y engageons, nous vous y engageons.

\*\*\*

Texte publié ici :

[http://abonnes.lemonde.fr/idees/article/2011/02/02/pour-une-nouvelle-politique-de-l-union-europeenne-au-proche-orient\\_1473783\\_3232.html](http://abonnes.lemonde.fr/idees/article/2011/02/02/pour-une-nouvelle-politique-de-l-union-europeenne-au-proche-orient_1473783_3232.html)

Ont signé les personnalités ci-dessous :

Gérard Aschieri, enseignant, syndicaliste

Raymond Aubrac, résistant

Claudie Bassi-Lederman, universitaire

Sophie Bessis, historienne

Nicole Borvo Cohen-Seat, sénatrice PCF de Paris

Ian Brossat, président du groupe PCF/PG au Conseil de Paris, élu du 18ème

Marie-George Buffet, députée PCF

Jean-Pierre Cabouat, ancien ambassadeur, membre de la Commission nationale consultative des Droits de l'homme (CNCDH)

Alice Cherki, psychanalyste et essayiste

Maurice Cling, ancien déporté, professeur d'université honoraire

Michel Dreyfus, historien

Simone Dreyfus-Gamelon, anthropologue, directrice d'étude à l'EHESS

Jean-Pierre Dubois, président de la Ligue des Droits de l'Homme

Olivier Gebuhrer, mathématicien, MCF honoraire, co-animateur d'Une Autre Voix Juive

Stéphane Hessel, Ambassadeur de France

Isaac Johsua, économiste

Pierre Kalfon, écrivain, journaliste

Henri Leclerc, président d'honneur de la Ligue des Droits de l'Homme

Pascal Lederer, physicien, co-animateur d'Une Autre Voix Juive

Alain Lipietz, ancien député au Parlement européen

Michaël Löwy, sociologue, philosophe, directeur de recherche émérite au CNRS

Gilles Manceron, historien, vice-président de la Ligue des Droits de l'Homme

Sylvie Mayer, député au Parlement européen 1979-1994

Yvon Quiniou, philosophe

Maurice Rajsfus, président de l'Observatoire des libertés

Yves Salesse, haut fonctionnaire

Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT

Michel Tubiana, président d'honneur de la Ligue des Droits de l'Homme

Pierre Villard, co-président du Mouvement de la paix

Roland Wlos, ancien conseiller municipal de Paris